

Mémoire présenté à la
Commission populaire pour l'ACA
Laval, 21 octobre 2015



Par Mmes Louise Audet et Mara Audet-Leblanc
Association lavalloise pour le transport adapté (ALTA) inc.

Les impacts positifs des interventions de votre organisme auprès de nos membres et de la population

L'ALTA est un organisme de défense de droits qui soutient les usagers du transport adapté et fait la promotion de leurs intérêts auprès de la population et des instances provinciales, régionales et locales. Nous accompagnons les personnes qui désirent avoir accès au transport adapté dans toutes leurs démarches. Nous sommes un intermédiaire important entre les utilisateurs et ceux qui desservent le service, soit la Société de transport de Laval (STL). Par notre implication, nous permettons à la majorité de nos clients une admissibilité au transport adapté. De plus, par nos cliniques d'ergothérapie bimensuelle ces personnes bénéficient d'une plus grande rapidité dans le processus d'admission à des coûts moindres.

Le transport adapté permet aux personnes vivant avec des limitations d'aller au travail, d'avoir accès à des soins de santé, des services éducatifs, des services commerciaux, de participer à des loisirs et ainsi garder leur autonomie. Le transport adapté est un élément indispensable à l'intégration socio-économique des personnes handicapées et à mobilité réduite.

Les impacts du sous-financement du gouvernement du Québec pour la réalisation de notre mission

Les demandes d'admission au transport adapté sont en augmentation constante, surtout par la population vieillissante, alors que les subventions restent fixes ou sont à la baisse. Ce climat d'insécurité affecte notre personnel qui se retrouve surchargé de travail. Nous sommes alors dans l'obligation de trouver des pistes de financement pour nous soutenir, et ce n'est pas facile pour un organisme de défense de droits sur le transport! Sans parler du temps investi à chercher!

Par le manque de financement, c'est directement nos membres et la population de Laval qui sont directement touchés car nous serons dans l'obligation de diminuer nos services. Il est impossible alors d'aller de l'avant avec de nouveaux projets qui nous tiennent à cœur et qui visent à améliorer leurs conditions de vie.

Les embûches qui nous empêchent de mener à bien notre mission

Le manque de participation de nos membres est un enjeu important pour notre organisme, car la majorité d'entre eux ont 80 ans et plus. Devant la réalité de la population vieillissante cet état de fait ne changera pas, d'où l'importance d'aller chercher les plus jeunes, un des projets qui nous est cher. Par contre, le manque d'effectifs (de sous), nous empêche d'aller de l'avant.

La majorité de nos membres n'utilise pas Internet et pour les rejoindre (525), nous devons utiliser la poste. Nous devons trouver des bénévoles pour les contacter par téléphone... C'est un casse-tête quand on veut leur faire parvenir notre journal.

L'apport de la gratuité à Laval est bénéfique pour la population et nos membres, mais c'est un autre facteur qui a augmenté notre charge de travail, augmentant ainsi le nombre de membres. Malheureusement, ce ne sont pas nécessairement des membres s'impliquant dans l'organisme et motivant la participation et le développement social.

Des impacts liés au contexte d'austérité sur notre organisme, sur nos membres, sur notre communauté

Le stress est un impact découlant des politiques d'austérité, car nous sommes constamment devant l'incertitude du financement et ce fait met en péril la continuité de notre organisme qui a 28 ans d'existence.

Les abolitions et les modifications dans les structures amènent de l'insécurité pour le futur des organismes, des employés ainsi que pour la population qui bénéficie de nos services.

Le temps consacré pour les redditions de compte ou les demandes de subvention est un impact du contexte d'austérité, car malgré le temps investi, nous n'avons aucune assurance de la pérennité de notre organisme.

L'appauvrissement de la population et de notre clientèle est déjà hypothéqué.

Les principaux enjeux pour notre organisme, notre secteur, notre région, l'ensemble du mouvement d'ACA dans les prochaines années

Trouver des sources de financement pour assurer la continuité de l'organisme, tenter de maintenir le financement existant et l'augmenter. L'augmentation des ressources permettrait d'engager un employé supplémentaire pour l'accomplissement de projets prévus au plan d'action. Pouvoir rémunérer nos employés et leur faire bénéficier d'une assurance, d'un REER...

La non-reconnaissance des organismes est un enjeu principal, car nous offrons des services directement à la population, palliant ainsi les services de santé et services sociaux. Les travailleurs du CISSS nous transfèrent leurs dossiers car leur liste d'attente est trop longue. Par contre, nos subventions restent les mêmes ou diminuent.

L'incertitude et le manque de subventions est à un point critique que, parfois, nous nous inquiétons pour le salaire de nos employés.